

Comme tous ceux qui observent le Canada le savent, l'économie canadienne a connu en 1988 une croissance plus rapide que prévu, causant une hausse de l'inflation et par suite une hausse des taux d'intérêt.

Cette hausse des taux d'intérêt a, à son tour, entraîné une hausse du service de la dette, qui - si elle n'était pas réprimée - menaçait d'anéantir les progrès accomplis depuis 1984.

Mes collègues et moi-même sommes arrivés à la conclusion qu'on ne pouvait laisser faire. Des mesures décisives étaient de toute évidence nécessaires pour réduire notre déficit annuel et assurer ainsi notre stabilité financière et notre croissance économique à long terme. Nous les avons prises.

Grâce aux prochaines réductions des dépenses et augmentations des taxes annoncées la semaine dernière, les besoins financiers du Canada - ce que les États-Unis appellent l'ensemble du déficit budgétaire unifié - devraient être ramenés à un niveau équilibre d'ici 1993-1994, le plus bas depuis 1969. Cette situation financière doit être comparée à celle de 1984, année où nous avons pris le pouvoir et où les besoins financiers représentaient 6,7 % de notre produit intérieur brut. Et ce que nous, nous appelons le déficit budgétaire sera réduit de moitié dans le même délai.

Il va de soi qu'un tel plan pluriannuel reste entouré d'une très grande incertitude - comme le prouvent les variations imprévues des prix des céréales et du pétrole depuis 1986. Mais je crois que l'expérience a prouvé que nous étions capables de rester dans la course, malgré des circonstances imprévues de ce genre. Nous avons réduit de moitié nos besoins financiers depuis 1984 - les ramenant de 6 à 3 % - et nous avons l'intention de réaliser de nouveau cette performance, contre vents et marées. Il nous faut absolument en passer par là pour qu'à l'avenir nous puissions compter sur un taux d'inflation bas, des taux d'intérêt peu élevés et une croissance soutenue.

Cependant, il est une réalité incontournable dans ce monde interdépendant qui est le nôtre, à savoir que des mesures fiscales canadiennes ne pourront jamais permettre que de réduire les taux d'intérêt canadiens. Comme vous le savez, les niveaux des taux d'intérêt - au Canada, au Royaume-Uni, en Allemagne, au Japon et ailleurs - dépendent tous jusqu'à un certain point des mesures prises à Washington - et vice versa. L'avenir des uns et des autres sera ce qu'ensemble,